

Chronologie 2002

Relevé des principaux faits marquants de la politique sociale européenne

JANVIER

15 janvier : La Commission européenne lance une **consultation des partenaires sociaux** sur les restructurations socialement intelligentes.

15 janvier : La Commission européenne publie une mise à jour de ses prévisions d'automne sur la **situation de l'emploi** en Europe. *L'emploi en Europe 2001*, mise à jour d'automne, Office des publications officielles des Communautés européennes, Luxembourg, 2001.

15 janvier : La Commission européenne adopte son **rapport de printemps** sur « La stratégie de Lisbonne - Réussir le changement », COM (2002) 14 final du 15 janvier 2002.

24 janvier : La Commission européenne adopte son **rapport pour le Sommet de Barcelone**. Rapport demandé par le Conseil européen de Stockholm « Vers l'accroissement de la participation au marché du travail et la promotion du vieillissement actif », COM (2002) 9 final du 24 janvier 2002.

30 janvier : La Commission européenne publie son rapport intérimaire sur la **cohésion économique et sociale** dans la perspective de l'élargissement. Premier rapport d'étape sur la cohésion économique et sociale, COM (2002) 46 final du 30 janvier 2002.

FEVRIER

5 février : Le Parlement européen adopte son rapport sur la directive **information-consultation** des travailleurs. Rapport de Ghilardotti sur le projet commun établissant un cadre général relatif à l'information et la consultation des travailleurs dans la Communauté européenne (A5-0026/2002 du 24 janvier 2002).

5 février : Le Parlement européen approuve la directive sur le **temps de travail des routiers**. Résolution législative du Parlement européen sur le projet commun, approuvé par le comité de conciliation, de directive du Parlement européen et du Conseil concernant l'aménagement du temps de travail des personnes exécutant à titre professionnel des activités mobiles de transport routier (A5-0013/2002 du 23 janvier 2002).

6 février : La Commission européenne adopte une proposition de règlement pour donner aux **résidents étrangers** les mêmes droits sociaux qu'aux citoyens européens. Proposition de règlement du Conseil visant à étendre les dispositions du règlement (CEE) n°1408/71 aux ressortissants de pays tiers qui ne sont pas déjà couverts par ces dispositions uniquement en raison de leur nationalité, COM (2002) 59 final du 6 février 2002.

11 février : La Commission européenne propose une directive sur un titre de séjour pour les victimes des réseaux d'**immigration illégale et la traite des êtres humains**. Proposition de directive du Conseil relative au titre de séjour de courte durée délivré aux victimes de l'aide à l'émigration clandestine ou de la traite des êtres humains qui coopèrent avec les autorités compétentes, COM (2002) 71 final du 11 février 2002.

13 février : La Commission européenne adopte un Plan d'action **compétences et mobilité**. Plan d'action de la Commission en matière de compétences et de mobilité, COM (2002) 72 final du 13 février 2002.

18 février : Le Conseil parvient à une position commune sur la révision de la directive sur la protection des travailleurs en cas d'**insolvabilité de l'employeur**. Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 80/987/CEE du Conseil concernant le rapprochement des législations des États membres relatives à la

protection des travailleurs salariés en d'insolvabilité de l'employeur (Bulletin UE -2002. (fr) :1.3.45 p.39).

18 février : Le Conseil de l'Union européenne adopte définitivement la directive sur le **temps de travail des routiers**. Directive 2002/15/CE du Parlement européen et du Conseil, du 11 mars 2002, relative à l'aménagement du temps de travail des personnes exécutant des activités de transport routier (JO L 80 du 23 mars 2002, pp.0035-0039).

19 février : Création d'un groupe de contact entre la **Confédération européenne des syndicats (CES)** et quatre familles européennes représentatives d'ONG environnementales, sociales, développementales, et des droits de l'homme pour établir des relations structurées avec la Convention européenne.

19 février : La Commission publie son deuxième tableau de bord du suivi de l'**agenda social** et des politiques sociales européennes. Tableau de bord de la mise en œuvre de l'agenda pour la politique sociale, COM (2002) 89 final du 19 février 2002.

21 février : L'UNICE demande à la Commission européenne de réviser le projet de directive sur le **travail intérimaire**.

26 février : Le Conseil et le Parlement européen parviennent à un accord en conciliation sur les **mesures d'incitation pour l'emploi (MIE)**. Décision relative à des mesures communautaires d'incitation dans le domaine de l'emploi (2000/0195 (COD) et 6676/02 –Presse 55-G).

28 février : Le Conseil Justice-Affaires intérieures parvient à un accord sur le système **Eurodac** de contrôle des empreintes digitales des demandeurs d'asile. Règlement (CE) n°2725/2000 du Conseil du 11 décembre 2000 concernant la création du système « Eurodac » pour la comparaison des empreintes digitales aux fins de l'application efficace de la convention de Dublin.

MARS

1^{er} mars : La Commission européenne approuve les conclusions du rapport du groupe de haut niveau sur l'**avenir des relations de travail**

en Europe. *Rapport du groupe de haut niveau sur les relations du travail et les mutations dans l'Union européenne*, Office des publications officielles des Communautés européennes, Luxembourg, 2002.

5 mars : Contribution des partenaires sociaux au sein du comité du dialogue social sur le **développement des compétences tout au long de la vie**.

7 mars : Session du Conseil Emploi et Politiques sociales.

11 mars : Eurocommerce et Uni-Europa Commerce signent des lignes directrices volontaires en faveur de la **mixité intergénérationnelle**.

12 mars : L'UNICE s'interroge sur la nécessité d'une communication de la Commission européenne sur la gestion des **restructurations socialement intelligentes**.

14 mars : La Confédération européenne des syndicats (CES) propose à l'UNICE de discuter pendant trois mois de leur contribution à une anticipation et bonne gestion des **restructurations d'entreprises**.

15 mars : Le **Sommet social** fait désormais partie intégrante du Conseil européen de printemps.

20 mars : La Commission européenne propose une directive sur le **travail intérimaire**. Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux conditions de travail des travailleurs intérimaires, COM (2002) 149 final du 20 mars 2002.

23 mars : La directive Information-consultation dans les entreprises nationales paraît au Journal officiel. Directive 2002/14/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2002 établissant un cadre général relatif à l'**information et la consultation** des travailleurs dans la Communauté européenne (JO L 80 du 23 mars 2002, pp.0029-0034).

27 mars : L'UNICE demande au Conseil et au Parlement européen de trouver une solution plus simple à la proposition de directive sur le **travail intérimaire**.

27 mars : Création d'un groupe de directeurs généraux « **Relations de travail** » au sein de la Commission européenne.

AVRIL

4 avril : John Monks, syndicaliste anglais, commence une carrière européenne et brigue le poste de **Secrétaire général de la Confédération européenne des syndicats (CES)** en remplacement de M. Emilio Gabaglio.

10 avril : La Commission ébauche une politique communautaire sur le retour des personnes en **séjour irrégulier** dans l'UE. Livre vert relatif à une politique communautaire en matière de retour des personnes en séjour irrégulier, COM (2002) 175 final du 10 avril 2002.

15 avril : La Plate-forme des **ONG sociales** européennes apporte sa contribution aux travaux de la Convention.

18 avril : En conciliation, le Parlement européen et le Conseil parviennent à un accord sur **l'égalité de traitement entre hommes et femmes sur les lieux du travail** comprenant un dispositif commun de lutte contre le **harcèlement sexuel** (8103/02 - Presse 108).

26 avril : Accord politique du Conseil Justice-Affaires intérieures sur des conditions minimales générales pour **l'accueil des demandeurs d'asile** en Europe. Proposition de directive du Conseil relative à des normes minimales pour l'accueil des demandeurs d'asile dans les États membres (Bulletin UE 4/2002 : 1.4.7) et COM (2000) 578 final du 20 septembre 2000 et COM (2002) 326 final du 18 juin 2002.

25 avril : Le Parlement européen vote la proposition de directive sur les normes minimales **d'accueil des demandeurs d'asile**. Rapport de Hernandez Mollar sur la proposition de directive du Conseil relative à des normes minimales pour l'accueil des demandeurs d'asile dans les États membres (A5-0112/2002 du 15 avril 2002).

MAI

7 mai : La Commission européenne prône la mise en place d'un **corps européen de gardes-frontières**. Vers une gestion intégrée des frontières extérieures des États membres de l'Union européenne, COM (2002) 233 final du 7 mai 2002.

14 mai : Les parlementaires européens adoptent le rapport sur la protection des travailleurs en cas d'**insolvabilité de l'employeur**. Position du Parlement européen arrêtée en deuxième lecture le 14 mai 2002 en vue de l'adoption de la directive 2002/.../CE du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 80/987/CEE du Conseil concernant le rapprochement des législations des États membres relatives à la protection des travailleurs salariés en cas d'insolvabilité de l'employeur.

15 mai : La Fondation pour l'amélioration des conditions de vie et de travail publie une étude sur le **travail intérimaire** en Europe.

22 mai : La Confédération européenne des syndicats (CES) procède à une évaluation de la **stratégie européenne pour l'emploi** et fait des propositions pour la révision du processus.

23 mai : Les négociations entre partenaires sociaux européens (CES/UNICE/CEEP) sur le **télétravail**, qui ont démarré le 12 octobre 2001, se terminent après huit mois de négociations. Le groupe des négociateurs de la Confédération européenne des syndicats (CES) recommande au Comité exécutif de la CES d'adopter l'accord-cadre négocié. Accord-cadre européen sur le télétravail du 16 juillet 2002 (S/2002/206.01.02/Accord fr).

28 mai : La proposition de directive relative au **titre de séjour des personnes victimes de réseaux** de passeurs clandestins qui collaborent avec les autorités paraît au Journal officiel. Proposition de directive du Conseil relative au titre de séjour de courte durée délivré aux victimes de l'aide à l'immigration clandestine ou de la traite des êtres humains qui coopèrent avec les autorités compétentes, COM (2002) 71 final du 11 février 2002 (JO C 126 E du 28 mai 2002, pp.0393-0397).

30 mai : La Commission européenne et Eurostat publient le rapport sur « La **situation sociale** dans l'UE en 2002 ». Il souligne notamment que l'immigration n'est pas une solution au vieillissement démographique, « La situation sociale dans l'Union européenne 2002 » Eurostat, Luxembourg, 2002.

30 mai : Le Parlement européen adopte un rapport sur la **responsabilité sociale des entreprises**. Rapport Howitt sur le Livre vert de la Commission intitulé « Promouvoir un cadre européen pour la responsabilité sociale des entreprises » (COM (2001) 366 - C5-0161/2002-2002/2069(COS)) (A5-0159/2002 du 30 mai 2002).

30 mai : Un rapport de la Commission européenne se penche sur la **responsabilité sociale dans les PME**. *Les PME européennes et les responsabilités sociale et environnementale*, Office des publications officielles des Communautés européennes, Luxembourg, 2002.

30 mai : Le Conseil Jeunesse approuve une résolution qui envisage la mise en œuvre de la **méthode ouverte de coordination dans le domaine de la jeunesse**. Coopération européenne dans le domaine de la Jeunesse, Résolution du Conseil 2430^{ème} session du Conseil Éducation/Jeunesse, Bruxelles, 30 mai 2002.

JUIN

3 juin : Lors de la réunion informelle des ministres du Transport, l'Espagne annonce qu'elle a introduit un recours en annulation devant la CJCE contre la directive sur le **temps de travail des routiers** (directive 2002/15/CE du 11 mars 2002 du Parlement européen et du Conseil relative à l'aménagement du temps de travail des personnes exécutant des activités mobiles de transport routier).

4 juin : L'UNICE et l'ERT adressent une lettre ouverte au Président Prodi sur la question de la **responsabilité sociale des entreprises**.

5 juin : La Commission européenne adopte un rapport à l'attention du Sommet de Séville sur les lignes directrices pour les aides d'État liées aux **services d'intérêt économique général**. Rapport de la Commission relatif à l'état des travaux concernant les lignes directrices relatives aux aides d'État liées aux services d'intérêt économique général, COM (2002) 280 final du 5 juin 2002.

12 juin : La Commission européenne approuve deux protocoles d'accord concernant la participation des pays candidats à l'UE aux programmes d'action communautaire de **lutte contre l'exclusion sociale**.

12 juin : La Commission européenne lance la première phase de consultation des partenaires sociaux sur la question de la **portabilité des droits à pension complémentaire**.

12 juin : La Commission européenne invite les partenaires sociaux à évaluer leur participation dans la mise en œuvre, au niveau national, de la **stratégie européenne pour l'emploi**.

13 juin : Le Conseil Justice-Affaires intérieures approuve formellement la décision-cadre sur le **mandat d'arrêt européen** (Doc. 7253/02) et sur la lutte contre le terrorisme (Doc. 6128/02) (JO L 164 du 22 juin 2002, pp.0003-0007).

14 juin : Le Parlement européen approuve les modifications de la directive de 1976 (76/207/CEE) sur l'**égalité de traitement** entre hommes et femmes pour l'accès à l'emploi, la formation et la promotion professionnelle, et les conditions de travail (PE-CONS 3624/2002 - C5-0185/2002 - 2000/0142(COD) et rapport A5-0207/2002 du 29 mai 2002).

14 juin : Le programme de travail détaillé sur le suivi des objectifs des systèmes d'**éducation et de formation** en Europe paraît au Journal officiel (JO C 142 du 14 juin 2002, pp.0001-0022).

14 juin : Le patronat européen, réuni en conseil des présidents, demande des décisions européennes en matière d'asile et d'immigration, de brevet communautaire et d'e-Europe. L'**UNICE** élit Jurgen Strube comme prochain président.

18 juin : La Commission européenne adopte une méthode d'évaluation des **services d'intérêt général** en Europe. Note méthodologique pour l'évaluation horizontale des services d'intérêt économique général, COM (2002) 331 final du 18 juin 2002.

18 juin : La Commission européenne présente une proposition modifiée de directive concernant les **normes minimales pour les procédures d'asile**. Proposition modifiée de directive du Conseil relative à des normes minimales concernant la procédure d'octroi et de retrait du statut de réfugié dans les États membres, COM (2002) 326 final du 18 juin 2002 et COM (2002) 326 final/2 du 3 juillet 2002.

19 juin : Les contrôleurs aériens européens lancent une **grève en protestation** contre le projet de ciel unique proposé par la Commission européenne, projet qui, selon eux, préparerait la privatisation des services de contrôle aérien.

26 juin : La Commission européenne adopte une communication sur le **Dialogue social européen** où elle propose notamment d'instituer un Sommet social tripartite pour la croissance et l'emploi. « Le dialogue social européen, force de modernisation et de changement », COM (2002) 341 final du 26 juin 2002.

27 juin : La proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant certains aspects de l'**aménagement du temps de travail** (version codifiée) paraît au Journal officiel. Proposition de directive du Parlement et du Conseil concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail (version codifiée), COM (2002) 336 final du 24 juin 2002.

27 juin : Le Conseil Éducation-Formation adopte une résolution sur l'**éducation et la formation tout au long de la vie**. Résolution du 27 juin 2002 sur l'éducation et la formation tout au long de la vie, JO C 163 du 9 juillet 2002, pp.0001-0003.

29 juin : La décision du Parlement européen et du Conseil du 10 juin 2002 relative **aux mesures d'incitation communautaires dans le domaine de l'emploi** paraît au Journal officiel. Décision n°1145/2002/CE du Parlement européen et du Conseil du 10 juin 2002 relative aux mesures d'incitation communautaires dans le domaine de l'emploi (JO L 170 du 29 juin 2002, pp.0001-0006).

JUILLET

2 juillet : La Commission européenne adopte une communication sur la **responsabilité sociale des entreprises**, qui fait suite à son Livre vert de juillet 2001. Communication de la Commission concernant la responsabilité sociale des entreprises : Une contribution des entreprises au développement durable, COM (2002) 347 final du 2 juillet 2002.

2 juillet : La Commission européenne définit quinze indicateurs de qualité dans le domaine de **l'éducation et de la formation tout au long de la vie**. European report on quality indicators of lifelong learning. Fifteen quality indicators. Report based on the work of the working group on quality indicators, Commission européenne, Bruxelles, juin 2002 (uniquement en anglais).

3 juillet : La Confédération européenne des syndicats (CES) réagit positivement à la communication de la Commission européenne concernant l'avenir du **dialogue social européen**.

4 juillet : Le Parlement européen demande à la Commission européenne de renforcer la dimension locale de la **stratégie européenne pour l'emploi**. Rapport de Schmid sur la communication de la Commission « Renforcer la dimension locale de la stratégie européenne pour l'emploi ». (COM (2001) 629 - C5-0076/2002 - 2002/2034(COS)) (A5-0214/2002 du 31 mai 2002).

4 juillet : Le Parlement européen demande à la Commission de présenter un programme de travail pour 2003 en matière d'**égalité entre les hommes et les femmes**. Rapport Figueiredo sur la mise en œuvre du programme pour l'égalité entre les femmes et les hommes (« Gender Equality »)(2001-2005) (A5-0197/2002 du 29 mai 2002).

5 juillet : La Commission européenne adopte une communication sur la **participation financière des travailleurs** à l'entreprise. « Cadre pour la promotion de la participation financière des salariés », COM (2002) 364 final du 5 juillet 2002.

10 juillet : Dans une lettre adressée à la Commissaire Anna Diamantopoulou, les partenaires sociaux annoncent qu'ils vont organiser un séminaire sur la **gestion des changements** et leurs conséquences sociales dans des situations de restructurations et demandent à la Commission européenne de ne pas procéder à la deuxième phase de consultation des restructurations avant que les résultats du séminaire ne soient connus.

16 juillet : Les partenaires sociaux signent un accord cadre sur le **télétravail**. Accord-cadre sur le télétravail du 16 juillet 2002 (S/2002/206.01.02/Accord fr).

17 juillet : Stratégie européenne pour l'emploi : la Commission européenne dresse le bilan après cinq années d'existence. « Bilan de cinq années de stratégie européenne pour l'emploi », COM (2002) 416 final du 17 juillet 2002.

19 juillet : La Commission européenne crée un groupe de haut niveau sur la **gouvernance économique** européenne dans une Union élargie.

29 juillet : La Commission européenne présente un rapport sur l'impact de l'Objectif 1 des **fonds structurels** pour la période 2000-2006. The economic impact of objective 1, interventions for the period 2000-2006. Final report to the Directorate-general for regional policies. By Jörg Beutel. May 2002 (uniquement en anglais).

AOUT

1^{er} août : Les conclusions du Conseil sur la **mobilité des patients** paraissent au Journal officiel. Conclusions du Conseil et des représentants des États membres réunis au sein du Conseil du 19 juillet 2002 sur la mobilité des patients et l'évolution des soins de santé dans l'Union européenne (JO C 183 du 1^{er} août 2002, pp.0001-0002).

27 août : La proposition de directive réglementant le **travail intérimaire** paraît au Journal officiel. Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux conditions de travail des travailleurs intérimaires, COM (2002) 149 final du 20 mars 2002 (JO C 203 E du 27 août 2002, pp.0001-0005).

27 août : La proposition modifiée du Conseil relative au **regroupement familial** paraît au Journal officiel. Proposition modifiée de directive du Conseil relative au droit au regroupement familial, COM (2002) 225 final du 2 mai 2002 (JO C 203 E du 27 août 2002, pp.0136-0141).

SEPTEMBRE

3 septembre : La Commission européenne publie une communication sur la rationalisation des cycles annuels des **GOPE et de la SEE**. Communication de la Commission concernant la rationalisation des cycles annuels de coordination de la politique économique et de la politique de l'emploi, COM (2002) 487 final du 3 septembre 2002.

3 septembre : Le Parlement européen rejette le rapport Randzio-Plath sur le développement et les nouvelles perspectives de l'union économique européenne (**gouvernance économique**). Projet de rapport Randzio-Plath sur le développement et les nouvelles perspectives de l'union économique européenne (2002/2062 (INI) provisoire du 27 juin 2002).

4 septembre : Le Parlement européen adopte le rapport Miet Smet relatif au tableau de bord sur la mise en œuvre de l'**agenda pour la politique sociale** qui demande notamment que la MOC soit intégrée dans le traité et que le Parlement européen y soit associé. Rapport Smet sur le tableau de bord de la mise en œuvre de l'agenda pour la politique sociale (A5-0256/2002 du 10 juillet 2002).

5 septembre : Dans un rapport sur la **citoyenneté européenne**, le Parlement européen demande pour les immigrants de longue durée des droits aussi proches que ceux des ressortissants de l'UE. Rapport Coelho sur le troisième rapport de la Commission sur la citoyenneté de l'Union. (COM (2001) 506) (COM (2001) 506 - C5-0656/2001 - 2001/2279(COS)) (A5-0241/2002 du 20 juin 2002).

6 septembre : La Commission européenne présente le **rapport annuel 2002 sur l'emploi**. *L'emploi en Europe 2002. Évolution récente et perspectives*, Office des publications officielles des Communautés européennes, Luxembourg, 2002.

6 septembre : Le Conseil Ecofin informel appuie la stratégie proposée par la Commission européenne concernant la **rationalisation des politiques économiques (GOPE) et des politiques de l'emploi (SEE)**.

11 septembre : La Commission européenne adopte un projet d'accord interinstitutionnel relatif à un **fonds de solidarité** destiné à venir en aide aux régions touchées par des grandes catastrophes (IP/02/1287).

13 septembre : Le Conseil Justice-Affaires intérieures informel parvient à un accord politique sur la définition du **statut du réfugié**.

16 septembre : La Confédération européenne des syndicats (CES) répond à la communication de la Commission « Première phase de consultation des partenaires sociaux sur la **portabilité des droits à pension complémentaire** ».

19 septembre : Le Comité économique et social se prononce sur le projet de directive de la Commission européenne sur les **travailleurs intérimaires**. Opinion of the Economic and Social Committee on the proposal for a directive of the European Parliament and the Council on working conditions for temporary workers (COM (2002) 149 final-2002/0072(COD)), SOC/110 du 19 septembre 2002.

20 septembre : L'UNICE répond à la consultation menée par la Commission sur la **portabilité des droits à pension complémentaire**.

24 septembre : La proposition de **Sommet social tripartite** pour la croissance et l'emploi de la Commission européenne paraît au Journal officiel. COM (2002) 341 final - 2002/0136(CNS) (JO C 227 E du 24 septembre 2002, pp.0565-0566).

25 septembre : La Commission européenne propose de prolonger d'un an le régime de TVA réduit sur **les services à forte intensité de main-d'œuvre**.

25 septembre : Le Parlement européen adopte le rapport Smet sur la **représentation des femmes dans les organes des partenaires sociaux** de l'UE. Rapport Smet sur la représentation des femmes dans les organes des partenaires sociaux de l'Union européenne (A5-279/2002 du 10 septembre 2002).

25 septembre : Le Parlement européen adopte son rapport sur le bilan de la **stratégie européenne pour l'emploi** après cinq ans, et demande notamment d'adapter la stratégie dans la perspective d'une extension du

marché du travail européen. Rapport Schmid sur la communication de la Commission au Conseil, au Parlement européen, au Comité économique et social et au Comité des régions sur le bilan de cinq années de stratégie européenne pour l'emploi. (COM (2002) 416) (A5-0301/2002 du 12 septembre 2002).

OCTOBRE

5 octobre : La directive sur l'**égalité de traitement entre hommes et femmes** dans l'accès à l'emploi et à la formation paraît au Journal officiel. Directive 2002/73/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 septembre 2002 modifiant la directive 76/207/CEE du Conseil relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes en ce qui concerne l'accès à l'emploi, à la formation et à la promotion professionnelles, et les conditions de travail (JO L 269 du 5 octobre 2002, pp.0015-0020).

8 octobre : La directive sur la **protection des travailleurs en cas d'insolvabilité** de l'employeur paraît au Journal officiel. Directive 2002/74/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 septembre 2002 modifiant la directive 80/987/CEE du Conseil concernant le rapprochement des législations des États membres relatives à la protection des travailleurs salariés en cas d'insolvabilité de l'employeur (JO L 270 du 8 octobre 2002, pp.0010-0013).

8 octobre : Le Conseil Emploi-Affaires sociales souligne la nécessité d'intégrer le **mainstreaming** dans la **lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale**, et d'élaborer avec la Commission européenne un guide des bonnes pratiques pour les prochains plans d'action nationaux dans ce domaine. 2454^{ème} session du Conseil Emploi, politique sociale, santé et consommateurs, du 8 octobre 2002 (12746/02 - Presse 306).

9 octobre : Le nouveau Programme d'action communautaire dans le domaine de la **santé publique** 2003-2008 paraît au Journal officiel. Décision n°1786/2002/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 septembre 2002 adoptant un programme d'action communautaire dans le domaine de la santé publique (2003-2008) (JO L 271 du 9 octobre 2002, pp.0001-0012).

10 octobre : Le comité exécutif de la Confédération européenne des syndicats (CES) adopte sa **contribution aux travaux de la Convention** « Un traité constitutionnel pour une Europe sociale et des citoyens ».

10 octobre : Le comité exécutif de la Confédération européenne des syndicats (CES) décide de proposer au 10^{ème} congrès statutaire (26-29 mai 2003 à Prague), la candidature de **John Monks**, Secrétaire général du TUC britannique, comme Secrétaire général de la Confédération européenne des syndicats (CES) en succession à Emilio Gabaglio.

10 octobre : Le comité exécutif de la **Confédération européenne des syndicats (CES)** affine YS (Confédération des syndicats professionnels) de la Norvège et EAKL (Confédération des syndicats estoniens). YS compte 197.000 membres et EAKL 50.000. La CES regroupe 76 confédérations syndicales nationales de 34 pays européens et onze fédérations syndicales de branche, au total plus de 60 millions de membres.

10 octobre : Le Parlement européen adopte son rapport sur le **Plan d'action en matière de compétences et de mobilité**, et demande notamment qu'on examine la possibilité d'établir un statut du travailleur européen. Rapport Bastos sur la communication de la Commission concernant le Plan d'action de la Commission en matière de compétences et de mobilité (COM (2002) 72) (A5-0313/2002 du 19 septembre 2002).

14 octobre : La Commission européenne publie une communication sur une politique européenne de retour pour les **immigrés clandestins**. Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen relative à une politique communautaire en matière de retour des personnes en séjour irrégulier, COM (2002) 564 final du 14 octobre 2002.

15 octobre : Le Conseil Justice-Affaires intérieures adopte des conclusions sur l'**intégration des immigrés** (12894/02 - Presse 308). 2455^{ème} session du Conseil Justice et Affaires intérieures, Bruxelles, 14 et 15 octobre 2002 (Bulletin UE 10/2002 (fr) : 1.4.6 p.50).

16 octobre : La Commission lance un Forum européen sur la **responsabilité sociale des entreprises**.

23 octobre : Le Parlement européen invite la Commission européenne à faire avancer les législations en matière **de santé et de sécurité au travail**, et regrette qu'elle n'ait pas encore lancé un programme pluriannuel pour les PME dans ce domaine. Rapport Hughes sur la communication de la Commission « S'adapter aux changements du travail et de la société : une nouvelle stratégie communautaire de santé et de sécurité 2002-2006 » (COM (2002) 118) (A5-0310/2002 du 16 septembre 2002).

23 octobre : Le Parlement européen demande que les dispositions applicables aux travailleurs salariés en matière **de santé et de sécurité** soient étendues aux travailleurs indépendants qui interviennent dans une entreprise. Rapport Pérez Alvarez sur la proposition de recommandation du Conseil concernant l'application de la législation sur la santé et la sécurité au travail aux travailleurs indépendants (COM (2002) 166) (A5-0326/2002 du 4 octobre 2002).

25 octobre : Eurocadres demande l'ouverture aux partenaires sociaux des instances chargées de **l'emploi et des qualifications**, notamment Eures et le processus de Bologne.

31 octobre : La Commission européenne propose aux partenaires sociaux un cadre européen de principes et de règles en matière de **protection des données à caractère personnel des travailleurs** (deuxième phase de consultation).

NOVEMBRE

4 novembre : L'UEAPME demande une représentation indépendante des PME et de l'artisanat dans le dialogue social interprofessionnel.

6 novembre : La Commission européenne adopte un règlement visant à faciliter les **aides d'État en faveur de l'emploi**. Règlement (CE) n°2204/2002 de la Commission concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides d'État à l'emploi (JO L 337 du 13 décembre 2002, pp.0003-0014).

8 novembre : Dans le prolongement des débats sur la gouvernance économique, le présidium de la Convention européenne annonce qu'il va proposer la création d'un **groupe de travail sur l'Europe sociale**.

13 novembre : La Commission européenne publie son projet de rapport conjoint pour l'**emploi** en 2002. Projet de rapport conjoint sur l'emploi 2002, COM (2002) 621 final du 13 novembre 2002.

14 novembre : Le règlement instituant le **Fonds de solidarité** de l'UE en cas de catastrophes naturelles paraît au Journal officiel. Règlement (CE) n°2012/2002 du Conseil du 11 novembre 2002 instituant le Fonds de solidarité de l'Union européenne (JO L 311 du 14 novembre 2002, pp.0003-0008).

14 novembre : Le Parlement européen et le Conseil parviennent à un accord politique en conciliation sur la directive limitant l'**exposition au bruit** sur le lieu de travail. Projet commun approuvé par le comité de conciliation. Directive du Parlement européen et du Conseil concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé relatives à l'exposition des travailleurs aux risques dus aux agents physiques (bruit) (C5-0501/2002 du 14 novembre 2002).

20 novembre : La Commission européenne propose d'établir cinq critères de référence pour l'**éducation et la formation**. Critères de référence européens pour l'éducation et la formation : suivi du Conseil européen de Lisbonne, COM (2002) 629 final du 20 novembre 2002.

21 novembre : Le Parlement européen adopte sa position sur le projet de directive relatif au **travail intérimaire**. Rapport van den Burg sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux conditions de travail des travailleurs intérimaires (COM (2002) 149 final) (A5-0356/2002 du 23 octobre 2002).

21 novembre : Le PE adopte le rapport sur l'extension du règlement concernant les **prestations de sécurité sociale aux ressortissants des pays tiers**. Résolution législative du Parlement européen sur la proposition de règlement du Conseil visant à étendre les dispositions du règlement (CEE) n° 1408/71 aux ressortissants de pays tiers qui ne sont pas déjà couverts par ces dispositions uniquement en raison de leur

nationalité (COM (2002) 59 - C5-0084/2002 - 2002/0039(CNS)) (A5-0369/2002 du 5 novembre 2002).

22 novembre : Le présidium de la Convention publie un projet de mandat pour le nouveau **groupe Europe sociale** de la Convention, qui sera lancé le 6 décembre (CONV 421/02 du 22 novembre 2002).

26 novembre : L'UEAPME prend position par rapport au bilan de la mise en œuvre de la **stratégie européenne pour l'emploi** et en souligne les faiblesses.

27 novembre : Le Secrétaire général de la CES, M. Gabaglio, présente la contribution de la CES aux travaux de la **Convention**.

28 novembre : Sommet du dialogue social européen. Les partenaires sociaux présentent leur **programme de travail** pour les années 2003-2005.

28 novembre : L'UNICE prend position sur le document « **Responsabilité sociale des entreprises** » de la Commission européenne (2002/109.07/UNICEcomments_final FR).

DECEMBRE

2 décembre : La Commission européenne entame la première phase de consultation des partenaires sociaux sur les effets du stress sur la **santé et la sécurité au travail**.

3 décembre : La Commission européenne adopte une communication concernant l'intégration des questions d'**immigration** dans les accords de coopération avec les pays tiers. Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen, « Intégrer les questions liées aux migrations dans les relations de PUE avec les pays tiers », COM (2002) 703 final du 3 décembre 2002.

3 décembre : Le Conseil Affaires sociales adopte une approche générale sur la simplification et la modernisation du règlement 1408/71 sur la **coordination des systèmes de sécurité sociale**. 2470^{ème} session du Conseil (14892/02 - Presse 376).

5 décembre : Un accord sur la **formation dans le secteur de l'agriculture** est signé entre les partenaires sociaux.

5 décembre : Le Parlement européen adopte le projet commun sur **l'exposition des travailleurs aux risques dus au bruit**. Rapport A5-0401/2002 du 26 novembre 2002 et Résolution législative du Parlement européen sur le projet commun, approuvé par le comité de conciliation, de directive du Parlement européen et du Conseil concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé relatives à l'exposition des travailleurs aux risques dus aux agents physiques (bruit), PE-CONS 3666/2002 - C5-0501/2002 - 1992/0449A(COD).

5 décembre : Le Parlement européen demande un renforcement de la protection des **victimes de la traite des êtres humains** qui coopèrent avec les autorités compétentes. Rapport A5-0397/2002 du 19 novembre 2002 et Résolution législative du Parlement européen sur la proposition de directive du Conseil relative au titre de séjour de courte durée délivré aux victimes de l'aide à l'immigration clandestine ou de la traite des êtres humains qui coopèrent avec les autorités compétentes (COM (2002) 71 - C5-0085/2002 - 2002/0043(CNS)).

11 décembre : La Commission européenne publie une communication sur la **libre circulation des travailleurs**, qui aborde notamment la question des travailleurs migrants et de leurs familles. « Libre circulation des travailleurs – en tirer pleinement les avantages et les potentialités », COM (2002) 694 final du 11 décembre 2002.

17 décembre : La Commission publie le « **Projet de Rapport conjoint de la Commission et du Conseil sur des pensions viables et adéquates** ».

17 décembre : Le Parlement européen approuve le rapport concernant la directive relative à certains aspects de **l'aménagement du temps de travail**. Rapport A5-0426/2002 du 4 décembre 2002 et Résolution législative du Parlement européen sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail (COM (2002) 336 - C5-0297/2002 - 2002/0131(COD)).

18 décembre : Un accord politique est dégagé entre les Quinze sur « Dublin II » - Critères et mécanismes de détermination de l'État membre responsable de l'examen d'une **demande d'asile** présentée dans l'un des États membres par un ressortissant d'un pays tiers.

**Chronologie réalisée par Christophe Degryse
avec l'aide de Dominique Jadot.**